

D 1041 HAÏTI: INCREDULITE DE L'OPPOSITION

La République d'Haïti va-t-elle vers une démocratisation? A en croire le président à vie Jean-Claude Duvalier, la réponse serait évidemment positive. Le 22 avril 1985, en effet, le président de la République ouvrait solennellement la session parlementaire et célébrait le 14^e anniversaire de sa prestation de serment par un discours-fleuve de plus de trois heures. Il annonçait un programme de réforme constitutionnelle avec la création d'un poste de premier ministre et la normalisation des partis politiques. Cette perspective de démocratisation semble répondre à un malaise profond d'une population qui maîtrise progressivement sa peur, en particulier chez les jeunes (cf. DIAL D 1029). Jusqu'à nouvel ordre, le scepticisme continue de prévaloir dans les milieux d'opposants au régime, ainsi que s'en fait l'écho le témoignage ci-dessous, qui est une "correspondance DIAL".

Note DIAL

Lundi 22 avril: anniversaire de la prestation de serment de Jean-Claude Duvalier, président à vie de la République d'Haïti. 8 heures 30, cérémonie à la cathédrale de Port-au-Prince, le président est là avec tous les officiels. Pendant le sermon de Mgr Ligondé, archevêque de Port-au-Prince, de l'autre côté de la rue, un milicien, Joseph Larose, tire une rafale de mitraillette Uzi sur le vicaire de la cathédrale qui échappe de peu à la mort. Plus tard, le président prononce le discours de circonstance très attendu, bilan annuel de son "action civilisatrice" devant les députés. Espoir chaque fois renouvelé d'une vraie libéralisation du pays accordée d'en haut sous la pression des Etats-Unis empêtrés dans les contradictions de la liberté au Nicaragua. Fol espoir, de fait: une libération peut-elle venir d'en haut? Peut-elle naître d'une pression étrangère? Peut-elle venir d'un pays qui manifeste actuellement sa détermination à dominer, sur le continent américain prioritairement (Grenade, Nicaragua, ...)? Mais le manque de liberté est tellement grand en Haïti qu'on s'accroche à n'importe quelle rumeur, car il faut bien continuer à vivre, à espérer.

Discours du président donc, discours-fleuve, 3 heures 10 d'antenne entrecoupé des vivats de la claque de service. Tout le monde attend l'annonce d'élections présidentielles, c'est le principe de la présidence à vie qui est solennellement réaffirmé, exigeant de chacun une fidélité à toute épreuve. Pour nourrir sa déception, le peuple apprend au fil du discours que 1000 familles ont reçu 25.000 sacs d'engrais en 1984 (Supplément du bulletin n°23 p. 16, ministère de l'Information). Mais qu'ont reçu les 4,5 autres millions d'agriculteurs? Toutes les réalisations de détail ne font que ressortir le vide, l'incurie générale, l'ignorance terrible des 80 % de la population paysanne spécialement dans les montagnes. Au plan politique, les observateurs vont retenir la libéralisation des partis politiques, la nomination

d'un premier ministre choisi dans le parti majoritaire à l'assemblée des députés. Les commentaires de la presse internationale, qu'on connaissait d'avance ici, leur d'espoir, habiles mesures tant sur le plan intérieur qu'au plan extérieur, etc... On continue de se tromper de commentaire sur Haïti. A commencer par tout focaliser sur Jean-Claude Duvalier dont il suffit de savoir qu'on l'a surnommé Baby Doc. L'omniprésence des medias s'accommode d'absence d'analyse. Il est bien évident que ce qui est en cause en Haïti, ce n'est pas le régime duvaliériste, c'est le système de domination intérieure et extérieure d'un petit pays du Tiers-Monde à une heure d'avion de la Floride, à 80 km de Cuba. En outre, cette domination a besoin pour l'heure de la famille Duvalier; peut-être qu'elle n'en a pas, tout simplement, trouvé d'autre pour cette tâche "exaltante" (discours p. 4) où il faut supporter le discrédit international grâce à une bonne carte de crédit suisse. Simple anecdote répétée à l'envie dans la plupart des pays pauvres. La misère extrême qui s'abat sur la majeure partie de l'humanité ne s'explique pas par quelques dictateurs sans scrupules. Mais dans les pays avancés, fiers de leur savoir, à la recherche d'un nouvel ordre international, aurait-on peur d'analyser les vraies causes de ce scandale d'un pays petit et affamé dans l'arrière-cour du champion mondial de l'opulence? L'analyse risquerait de débusquer les conditions même de notre domination, totale et quotidienne, globale et personnelle. Quelques jours après ce discours, une délégation du patronat français venait tirer des plans sur la comète dont le secret se résume ainsi: comment tirer le meilleur parti d'une population ouvrière non syndiquée pour faire une tête de pont pour l'industrie française en vue d'attaquer le marché américain?

Le 23 avril, le président Duvalier accorde une amnistie à 36 prisonniers politiques - car il y en avait. Au dire des libérés, au pénitencier national, il reste au moins le double de prisonniers politiques dont certains quasi infirmes, sans compter les prisons non officielles. Du reste a-t-on besoin de prison quand deux diffuseurs de tracts sont abattus dans la rue de Port-au-Prince? Il est évident dans le pays qu'en sous-main des manoeuvres de libéralisation du pays pour la galerie internationale, le régime s'organise pour une répression durable. Pourrait-il en être autrement quand ce système ne gouverne que par quelques familles, quand le luxe s'affiche face à l'extrême dénuement, quand 80 % de la population paysanne est splendidement ignorée par le gouvernement? Ignorée: pas tout à fait si l'on voit que le poids des taxes, accompagnées d'abus quotidiens, ne cesse d'augmenter sur les épaules des paysans contraints à vendre non seulement leur force de travail aux plus offrants (parfois 4 francs par jour), mais aussi leur capital (terre, outillage, cheptel). Pour une part, le développement des bourgeoisies urbaines se fait au prix de la destruction des paysans. Destructuration entraînant faim et famines, exode, exil, boat-people. Pourrait-il y avoir autre chose que la répression dans ce pays "protégé par les U.S.A.", maîtres des finances, maîtres d'oeuvre du développement d'Haïti selon les normes des experts de Washington? Ainsi la récente destruction du cheptel porcin haïtien (1982) a-t-elle été financée par les USA, le Mexique et le Canada. Quand on sait que l'élevage porcin représentait la seule sécurité financière des exploitations agricoles dépendant de la pluie, d'un système aberrant de commercialisation et de crédit. A cette heure, le repeuplement ne peut se faire qu'en achetant des porcs nord-américains d'un prix exorbitant pour une famille haïtienne dans un pays où le revenu annuel par habitant est de 260 dollars. Pourrait-il y avoir autre chose que la répression dans un pays où les experts internationaux décident du bien du peuple malgré lui, comme on le voit dans l'affaire des projets de barrages hydro-électriques dans la plaine de l'Artibonite? Pourrait-il y avoir autre chose

que de la répression dans un pays où le développement n'est jamais conçu par ou pour le peuple, mais par des étrangers pour des étrangers? A ce titre, les habitants des beaux quartiers de Port-au-Prince sont plus étrangers à leur pays que des étrangers de passage. Qu'Haïti produise ce que les Etats-Unis ne peuvent produire - en termes savants ce sont les avantages comparatifs - et les Etats-Unis nourriront le peuple haïtien comme ils engraisent déjà les élites haïtiennes!

Depuis quelques mois, l'armée d'Haïti qui n'avait pas si mauvaise presse auprès du peuple continuellement opprimé par les polices parallèles, vient de perdre son crédit, spécialement dans les départements du Cap Haïtien, du Plateau Central où elle profite de la contrebande qu'elle réprime sévèrement chez les petits paysans; dans l'Artibonite où elle arrête illégalement, tire sur les propriétaires pour confisquer les terres pour le compte de particuliers influents. Répression rime avec corruption. Or ce système ne peut vivre que de corruption.

Alors, de grâce, que les commentaires de presse ne s'empressent pas d'ajouter du crédit à des discours dont on sait qu'ils ne masquent que du vide. Qu'au moins le minimum de garanties d'une libéralisation soit exigé, surveillé assidûment!

Sans parler d'un développement choisi par le peuple, en particulier paysan, mis en oeuvre par lui, qu'au moins les abus et injustices quotidiens ne soient pas impunis; que les arrestations, disparitions soient connues, ce qui suppose la liberté de parole, de presse, d'association; que les coupables soient punis, ce qui suppose l'indépendance et l'incorruptibilité du système judiciaire.

En résumé, qu'un vrai débat démocratique puisse s'instaurer, au moins une année avant les élections qui, sinon, ne seront qu'une mascarade ne réjouissant que l'administration Reagan. Mais, même si la parole était libérée - alors que critiquer le président est ici passible de disparition - qui pourrait parler de ce pays où tous les opposants ont été éliminés ou bannis, où la pensée conformisée n'a plus aucune force que celle de la répétition des mêmes slogans? Défendre la veuve et l'orphelin ici, c'est de l'agitation communiste. Or on peut vous fusiller légalement si on arrive à faire la preuve que, dans votre chambre fermée à clef, vous avez eu l'idée saugrenue de lire une page de Marx. Ce débat démocratique ne peut se faire sans débatteurs. Il faut donc garantir le retour des opposants exilés, même s'ils ignorent la réalité actuelle du pays, afin de permettre à de nouveaux débatteurs de se lever. Accompagnant ces mesures, le libre exercice des partis, des syndicats et des mouvements paysans s'énonce comme la condition sine qua non.

Un discours de plus a annoncé une libéralisation déjà promise. Personne n'y a cru.

Au fait, le milicien Joseph Larose, auteur de l'attentat du 22 avril contre un prêtre, a été libéré le 23 avril.

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 360 F - Avion 440 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441